



Une Algérie dans une ambiance délétère, face à un Maroc en état d'apopléxie

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 02 novembre 2018

[Madaniya](#) 1 octobre 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#),
[Militarisation](#)

«La séquence des pères fondateurs de l'indépendance tarde à s'achever. Mais si elle tarde tant à s'achever, alors que les lois de la biologie ont déjà rendu leur verdict, c'est sans doute en raison du fait que le lancinant problème de la dévolution du pouvoir n'a pas encore été réglé, notamment la répartition de la rente pétrolière» . RN

1- LE GRENOUILLAGE SÉPARATISTE DE FERHAT MEHENNI, LE «CANICHE DE BHL».

L'Algérie célèbre ce 1er novembre 2018 le 74ème anniversaire du «Toussaint Rouge», qui marque le soulèvement du peuple algérien et son engagement dans sa guerre d'indépendance, alors que le pays vit dans l'incertitude de la décision de son président Abdel Aziz Bouteflika de solliciter un 5ème mandat présidentiel, plongeant la population sinon en état d'atonie, à tout le moins dans une grande perplexité.

Une séquence qui se déroule sur fond d'une énergique reprise en main de l'appareil militaro-sécuritaire par un président en fin de mandat mais probable candidat sauf accident à sa propre succession, en toile de fond d'une psychose d'une épidémie de choléra, à l'arrière plan d'une guerre larvée entre les diverses factions postulantes au pouvoir,

7 me Président de la République algérienne, M. Bouteflika, à mobilité réduite, est au pouvoir depuis 1999, soit depuis 19 ans. Agé de 81 ans, il est diminué depuis 2013 par un AVC (accident vasculaire cérébral).

En prévision de l'échéance présidentielle de 2019, le président Bouteflika a donné un grand coup de pied dans la fourmilière de la corruption en ordonnant une grande purge dans l'appareil sécuritaire de l'état prenant prétexte de la saisine d'un important lot de 701 kg de cocaïne en Algérie, le 29 Mai 2018: Le tout puissant chef de la police Abdel Majid Hamel a été limogé, de même que le général Menad Nouba, chef de la gendarmerie. La purge a emporté le chef de sûreté de la willaya d'Alger, Nourredine Berrachedi. Des magistrats ont été suspendus, deux procureurs placés sous mandat de dépôt, des enfants de responsables politiques impliqués.

La purge s'est poursuivie en douceur avec le dégageant en douceur trois mois plus tard, en Août, de deux autres officiers généraux: le patron de la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA), le général-major Mohamed Tirèche, dit Lakhdar, et le général Boumédiène Benattou, contrôleur général de l'armée, remplacé à ce poste par l'ancien directeur central de l'intendance, le général-major Hadji Zerhouni. Au total une douzaine de généraux ont été dégaés.

Effet d'une relation causale? Quoiqu'il en soit, quatorze personnalités algériennes avaient

lancé trois jours plus tôt, vendredi 26 mai 2018, un appel demandant à M. Bouteflika de renoncer à briguer un 5ème mandat. Ce manifeste a quelque peu secoué la torpeur de la vie politique algérienne et redonné de l'intérêt à une compétition dont les résultats sont généralement connus d'avance:

«Votre long règne sur le pays a fini par créer un régime politique qui ne peut répondre aux normes modernes de l'Etat de droit», (...) «Votre âge avancé et votre dramatique état de santé vous commandent de ne plus vous occuper des charges de l'Etat bien trop lourdes», souligne la missive signée des personnalités suivantes: Ahmed Benbitour, ancien chef du gouvernement actuellement dans l'opposition, Soufiane Djilali, président du jeune parti d'opposition Jil Jadid (Nouvelle génération) et Amira Bouraoui, militante à l'origine du mouvement Barakat (Ça suffit!) qui s'est imposé sur la scène politique en 2014 en incarnant l'opposition à un 4e mandat du président Bouteflika, ainsi que par l'écrivain Yasmina Khadra, l'universitaire Fatiha Benabbou, le sociologue Nacer Djabi, qui avaient également milité contre un 4e mandat pour M. Bouteflika, au pouvoir depuis 1999.

2- L'APPEL DE LONDRES DU 4 JUIN 2018 DE FERHAT MEHENNI: UN MAUVAIS REMAKE D'UN MAUVAIS FILM; UN PASTICHE DU GÉNÉRAL DE GAULLE DANS UN COMIQUE DE RÉPÉTITION

L'incertitude présidentielle a généré une forme de grenouillage séparatiste au sein du mouvement irrédentiste kabyle représenté par l'ancien troubadour de la canzonetta algérienne, réputé pour ses liens avec Bernard Henry Lévy, le philosioniste parrain médiatique des guerres de destruction de la Libye et de la Syrie.

Mauvais remake d'un mauvais film, Ferhat Mehenni, leader du Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK) et de l'Anavad (Gouvernement Provisoire de Kabylie), a en effet lancé un appel aux Kabyles les invitant à prendre les armes. Pastichant le Général Charles de Gaulle, dans un exercice qui relève du comique de répétition, le fondateur du MAK a lancé son appel depuis Londres, lieu de l'appel du 18 juin du chef de la France Libre. Son discours est intervenu le 4 juin, deux semaines avant la date symbolique du discours fondateur de la Résistance Française. Un décalage calendaire qui signe dans l'ordre symbolique un ratage manifeste de sa propre vision de la marche de l'histoire.

La sortie du leader de la mouvance indépendantiste Kabyle est intervenue dans un contexte d'une fragilisation de sa base militante, causée par des dissidences au sein de son mouvement ainsi que par la fondation de deux nouveaux mouvements concurrents en Kabylie: l'Union pour la République Kabyle (URK) prônant l'indépendance de la Kabylie et le Rassemblement pour la Kabylie (RPK) revendiquant quant à lui l'autonomie de la Kabylie.

Le RPK a d'ailleurs vertement répliqué au «petit caniche de BHL: «Le sens de discernement nous commande aussi de ne pas occulter les considérations géopolitiques et de rester insensibles au développement et à la prolifération des conflits au niveau régional. Les exemples ne manquent pas dans l'actualité internationale (la Libye, la Syrie, le Sahel.. etc.), et dans notre passé récent (la décennie noire) pour se laisser entraîner dans une aventure orchestrée par des forces obscures dont l'agenda est chargée par des actions de déstabilisation des nations», a affirmé le responsable.

Pour aller plus loin sur la problématique des Algériens et la question identitaire, cf ce lien

- <http://forumdesdemocrates.over-blog.com/2018/02/les-algeriens-et-le-probleme-identitaire.html>

Pour aller plus loin sur Ferhat Mehenni et ses accointances:

L'Algérie n'est ni un pays arabe, ni musulman

- <http://oumma.com/12298/bhl-lalgerie-nest-un-pays-arabe-islamique-un-pays-juif>

BHL lance un appel au soutien de Ferhat Mehenni

- <http://www.algeriepatriotique.com/article/tentatives-de-partition-de-l-algerie-bernard-henri-levy-appelle-soutenir-le-mak-de-ferhat-mehenni>

3- LA NÉCROSE DES CIRCUITS DE DÉCISION.

L'Algérie vit dans une ambiance délétère, conséquence de l'atonie voire même de la tétanie de la population face à l'incertitude politique qui hypothèque la vie politique nationale, les recompositions géopolitiques qui s'opèrent dans la zone avec l'accroissement de la présence militaire occidentale dans la zone sahélo-saharienne sous couvert de guerre contre le terrorisme; enfin le démembrement du Soudan et les tentatives du pacte atlantiste d'édifier dans la foulée une entité autonome kurde en Syrie, le partenaire historique de l'Algérie, en compensation du kurdistan irakien.

A cela s'ajoute, le sentiment d'abandon des populations des zones périphériques de la part du pouvoir central; ce qui explique les troubles persistants enregistrés en Algérie depuis 2013 notamment dans le sud du pays, à l'arrière-plan des menées irrédentistes encouragées par le lobby pro israélien en Europe dont la figure la plus illustre n'est autre que le natif de Beni chnouf BHL et son caniche servile Ferhat Mehenni.

Le meilleur service à rendre à l'Algérie, un pays cher au cœur de tous les militants de la cause de libération du Monde arabe, est de lui tenir un discours de vérité.

L'Algérie se meurt par nécrose des circuits de décision à une période charnière de la recomposition géostratégique, sur fond de crise économique lancinante et d'une gangrène djihadiste.

La séquence des pères fondateurs de l'indépendance tarde à s'achever. Mais si elle tarde tant à s'achever, alors que les lois de la biologie ont déjà rendu leur verdict, c'est sans doute en raison du fait que le lancinant problème de la dévolution du pouvoir n'a pas encore été réglé, avec tous les enjeux sous-jacents que cela implique en termes d'influence politique, d'impunité, de répartition de la rente pétrolière.

Pour aller plus loin sur le magma algérien, cf l'article de Ghania Oukazi: Elections présidentielles, l'énigme Hamel.

<http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5263279>

4- DE LA DÉSTABILISATION DE L'ALGÉRIE.

L'Algérie a été la cible d'une opération de déstabilisation dans la séquence dite du «printemps arabe» (2011-2018). Dans l'oeil du cyclone. Ciblée et encadrée par deux régimes néo islamistes, en Libye -avec le parachutage à Tripoli depuis Kaboul d'Abdel Hakim Bel Hadj, chef des groupements djihadistes afghans de Libye- et en Tunisie, avec la propulsion au pouvoir à coups de pétrodollars monarchiques de Rached Ghannouchi, chef

de la branche tunisienne de la confrérie des Frères Musulmans, le parti An Nahda. Avec en surplomb, l’Égypte confrérique de Mohamad Morsi et sur son flanc méridional, l’écharde malienne plantée par le Qatar via Ansar Eddine.

Tout le monde garde présent à l’esprit les propos mémorables de l’oracle Nicolas Sarkozy prophétisant à Moustapha Abdel Jalil, la marionnette libyenne de l’OTAN, «l’Algérie dans un an, l’Iran dans trois ans», de même que les rodomontades du mégalocéphalite du Qatar Hamad Ben Jassem, menaçant l’Algérie d’expulsion de la Libye Arabe pour s’être opposée à l’expulsion de la Syrie, un pays du champ de bataille qui a mené en tandem avec l’Égypte quatre guerres contre Israël.

La conjuration a échoué du fait d’un comportement digne de cloportes des artisans de cette machination, particulièrement l’exaltation suicidaire des islamistes libyens qui ont procédé à l’assassinat de l’ambassadeur des Etats Unis à Benghazi et à la destruction de l’Ambassade de France à Tripoli, deux pays pourtant artisans majeurs de la chute du régime Kadhafi, d’une part; l’élimination précoce des deux principaux sous traitants de la stratégie atlantiste: Nicolas Sarkozy, délogé par un vote de défiance populaire aux présidentielles françaises de 2012, et l’Emir du Qatar, destitué par ses parrains américains consternés par sa lévitation erratique.

Dernier et non le moindre facteur, l’expertise algérienne en la matière, seul pays doublement victorieux d’une guerre de Libération Nationale et d’une guerre contre le terrorisme (1990-2000), sans soutien extérieur. Avec en superposition, un bouleversement de la donne stratégique mondiale marqué par le retour en force de la Russie sur le théâtre méditerranéen et la présence accrue de la Chine en Algérie qui en a fait son navire amiral dans son contournement de l’Europe; Russie et Chine, deux pays membres permanents du Conseil de sécurité, font office de pare-feux à un éventuel nouvel embrasement.

Dans la précédente séquence, la guerre civile algérienne avait coïncidé avec l’implosion de l’Union soviétique et le triomphe du djihadisme planétaire matérialisé par l’intronisation des Talibans pro wahhabites au pouvoir en Afghanistan, comme pour signifier de manière patente la victoire contre l’athéisme et de l’idéologisation de la guerre sur une base religieuse.

Un djihadisme triomphant qui s’est propagé sur les flancs de l’Empire soviétique pour en achever le démantèlement, en Tchétchénie et en Yougoslavie particulièrement en Bosnie.

Pour aller plus loin sur ce point, cf à ce propos <http://www.renenaba.com/al-qaida-derriere-les-attentats-de-paris-en-1995-selon-l-ancien-messager-de-ben-laden/>

Toutefois, sur le plan algérien, la présence de 60.000 soldats américains de confession juive sur le sol saoudien, la terre de ses commanditaires, à proximité des Lieux Saints de l’Islam (La Mecque et Médine), dans le cadre de la coalition internationale anti Saddam, en 1990-1991, a placé, dans un pays au nationalisme chatouilleux, en porte à faux Abbassi Madani, chef du Front Islamique du Salut (FIS) et obéré le discours pseudo révolutionnaire du chef de file de la contestation islamique algérienne, le discréditant durablement, le projetant vers le Golfe en exil.

Le djihad a pris une dimension planétaire conforme à la dimension d’une économie mondialisée par substitution des pétrodollars monarchiques aux caïds de la drogue dans le

financement de la contre révolution mondiale.

Le basculement de l'Algérie dans la guerre civile dans la décennie 1990 est apparu rétrospectivement comme l'acte de repréailles à sa fonction de plateforme opérationnelle des mouvements de libération d'Afrique, «La Mecque des Révolutionnaires» d'Afrique, selon l'expression d'Amilcar Cabral chef du PAIGC, le mouvement indépendantiste de la Guinée portugaise (Guinée Bissau et Cap Vert), dans le prolongement de la destruction de l'autre plateforme révolutionnaire dans le versant oriental du Monde arabe, le Liban, carbonisé par une guerre civile de 15 ans (1975-1990), dont la capitale Beyrouth abritait 18 mouvements de libération dont les Palestiniens, mais aussi la Rote Armée Fraktion, l'ASALA (Armée Secrète Arménienne pour la Libération de l'Arménie), Le Front de Libération du Sud Yémen occupé (FLOSY), le Front de Libération de l'Erythrée, les Kurdes du PKK et l'Armée Rouge Japonaise.

5 - L'ÉQUATION DU SAHEL

L'armée algérienne a déployé près de 80 000 soldats à ses frontières méridionales afin de contenir le flux migratoire propulsé par des mafias transnationales vers l'Europe, via l'Algérie qui héberge dans le sud du pays près de 500.000 migrants supposés être en transit. Une telle présence massive constitue une bombe à retardement du fait des interférences qu'elle peut générer sur l'équilibre démographique national.

L'Algérie est ainsi donc en «sursis de stabilité» deux décennies après la « décennie noire» en ce que sa stabilité perdure en l'état, grâce à la grande instabilité du Maroc, un pays affligé d'un fort taux de chômage urbain de l'ordre de 40 pour cent chez les jeunes.

Si l'Algérie se meurt par nécrose des circuits de décision, une lente gangrène qui gagne progressivement les rouages de l'État, nul toutefois ne songe désormais sérieusement à la déstabiliser par crainte de l'effet domino dont le plus grand bénéficiaire serait AQMI, alors que la France veille à s'assurer de la coopération d'Alger au sein du G5 Sahel, la structure ad hoc mise sur pied par Paris pour combattre le terrorisme dans la zone sahélo-saharienne.

Au sommet africain de Nouakchott, en juillet 2018, Le président Emmanuel Macron a accusé en termes à peines voilées l'Algérie d'être responsable de l'échec de son plan Sahel. L'armée algérienne répugne en fait à combattre les Touaregs maliens en raison du fait qu'une importante population touareg est déployée dans le giron saharien de l'Algérie et que le pays refuse à faire office de «hostspot», lieu de filtrage de l'émigration sub saharienne, une fonction de garde chiourme des Occidentaux, qu'elle juge insultante à son honneur au regard de son histoire anti coloniale.

L'arrimage de l'Algérie au G5 Sahel tarde à se finaliser en ce que l'Algérie répugne aux alliances du fait de son histoire. Le corpus doctrinal de l'Algérie a en effet été forgé en fonction de sa projection géostratégique. Une constante de la diplomatie algérienne depuis son indépendance, qui a valu à ce pays d'être considéré comme un pays phare de tiers monde à l'instar du Vietnam et de Cuba avec sa diplomatie multilatérale, initiée précisément par le tandem Boumédiène Bouteflika, lors d'une décennie prodigieuse (1970-1980).

Au point que dans le pré carré africain de la France, l'Algérie supplée par moment l'ancienne puissance coloniale dans son rôle d'intermédiation comme ce fut le cas avec le conflit du septentrion malien.

6- LE SAHEL, UN ELDORADO POUR LES COMPAGNIES MILITAIRES PRIVÉES.

Le Sahel tend d'ailleurs à devenir un nouvel eldorado pour les compagnies militaires privées.

Près de 7.500 membres des forces spéciales américaines sur un total de 60.000 sont engagés dans 90 pays pour y mener des actions clandestines. 1.200 sont à l'oeuvre dans trente pays africains, sous l'autorité de l'AFRICOM, basé à Stuttgart (Allemagne) (Cf à ce propos «Prolifération méconnue de bases militaires US» de Claude Angeli- Le Canard Enchaîné, 13 juin 2018).

En complément à L'AFRICOM, 21 entreprises américaines s'affichent comme prestataires de service militaire en Afrique du Nord et au Sahel. Sans compter les entreprises de soutien aux opérations d'autres pays (MINUSMA, Barkhane...). Des dizaines d'autres compagnies ont progressivement occupé la zone. Leurs missions vont de la fourniture de repas à l'intervention armée. Elles sont françaises, britanniques ou ukrainiennes et se partagent un budget annuel de plusieurs dizaines de millions de dollars.

Pour aller plus loin sur ce thème, ce lien A quoi servent les bases françaises en Afrique

<http://www.afrik.com/chronique-afrique-debout-a-quoi-servent-les-bases-militaires-françaises-en-afrique-1ere-partie>

Le Sahel en l'an 2050 comptera 1,9 milliards habitants soit autant que l'Europe, Les Etats Unis, l'Amérique latine et l'Océanie réunis. Avec 6.500 km de frontières avec sept pays du Sahel (Libye, Mali, Maroc, Niger, Tunisie, Sahara Occidental), l'Algérie y occupera une position centrale. Sa stabilité relève d'un impératif catégorique pour les pays occidentaux en ce qu'il constitue un passage obligé des flux migratoires à destination de l'hémisphère Nord.

A titre comparatif, le Japon affecte 27 pour cent de ses investissements à son voisinage immédiat des pays de l'ASEAN, contre 3 pour cent à l'Europe pour le Sahel, selon les précisions fournies par Abdel Aziz Rahabi, ancien ministre et ancien ambassadeur algérien, lors du colloque de l'UFAC (Union des Universitaires Algériens et Franco algériens), dont la 5ème session s'est tenue à Marseille le 7 avril 2018, sous le thème «Méditerranée: enjeux pour la paix dans la diversité»(1).

M. Rahabi a été l'ancienne cheville ouvrière auprès de Lakhdar Ibrahim, l'émissaire de la Ligue Arabe aux négociations inter-libanaises de Taef (Arabie Saoudite, 1989), qui mirent fin à la guerre civile libanaise.

Cette parcimonie explique sans pour autant la justifier l'instabilité du flanc méridional de l'Europe au delà des explications culturalistes qui masquent mal une survivance d'une forme d'ethnographisme coloniale. Ce qui explique la sur-réaction psychologique des faits arabes et musulmans dans l'opinion occidentale, particulièrement française, au-delà aussi et surtout de la prégnance d'un comportement néocolonialiste occidentale dans l'approche des problèmes du Monde arabo africain.

En dépit de l'aléa politique, l'Algérie compte néanmoins non parmi les plus sûrs mais parmi les plus sécurisés du Monde. Pour aller plus loin, cf sur ce point le sondage Gallup 2017 https://fr.scribd.com/document/355627928/L-Algerie-parmi-les-pays-les-plus-securises-au-monde-selon-l-institut-Gallup#from_embed

7 - DES RAPPORTS ENTRE L'ALGÉRIE EN ATONIE ET LE MAROC «PARTIMONIALISÉ» AU SEUIL DE L'APOPLÉXIE.

Si l'état de santé du président Abdel Aziz Bouteflika hypothèque quelque peu la vie politique de l'Algérie, la santé et les absences du Roi Mohamad VI en font autant pour le Maroc.

Pendant les quatre premiers mois de l'année 2018, le roi du Maroc a passé moins de vingt jours dans son pays. Ses absences fréquentes et prolongées alors que la contestation populaire ponctue la vie politique interne du royaume, paralysent partiellement le pays et créent une situation intenable sur le long terme, car le chef de l'État marocain détient presque tous les pouvoirs. Au point que se pose de manière lancinante la question de son abdication en faveur de son fils, âgé de 15 ans. De surcroît, le royaume chérifien, un pays «patrimonialisé» est au bord de l'apopléxie, «en manque d'oxygène», pour reprendre l'expression d'un analyste marocain, Hassan Allaoui, en proie à une ébullition permanente, conséquence de l'autoritarisme royal, du de l'arbitraire, du népotisme et de la corruption qui y règne.

Pour compenser son absence, Le roi a fait acte d'autorité à son retour, ordonnant une vaste purge de l'appareil sécuritaire marocain et du corps préfectoral, à qui il a fait assumer la responsabilité des défaillances ayant abouti au mécontentement populaire et à l'instabilité politique.

Pour aller plus loin sur ce sujet, ce lien:

<https://orientxxi.info/magazine/maroc-l-inconcevable-abdication-de-mohamed-vi,2450>

Le Maroc manque d'oxygène par Hassan Allaoui

<http://www.economie-entreprises.com/le-maroc-manque-doxygene/>

La précarité politique au Maroc et l'expansion des groupements islamistes dans la zone sahélo-saharienne ont une valeur dissuasive pour toute tentative de déstabiliser l'Algérie.

Depuis le lancement de la séquence dite du «printemps arabe», le nombre des groupements islamistes est passé de cinq à cinquante en Afrique. L'Algérie joue un rôle majeur dans la neutralisation de cette prolifération terroriste dans son hinterland, en consolidant discrètement le pouvoir tunisien post nadawiste, de même que le Mali, se posant par moments comme un médiateur régional.

En parallèle, le Maroc est embourbé par une tension sociale extrême (soulèvement du Rif), un taux de chômage urbain de l'ordre de 40 pour cent et des décennies d'absolutisme monarchique.

La décision de Rabat de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran, le 2 mai 2018, sous le faux prétexte du soutien du Hezbollah libanais au Front Polisario, a répondu au souci du Royaume d'acter dans l'ordre symbolique l'alignement du Maroc à l'axe constitué par les deux grandes théocraties du Moyen orient, Israël et l'Arabie saoudite, en voie de constitution, dans la perspective d'une éventuelle confrontation avec l'Iran afin de compenser la déroute militaire de l'OTAN en Syrie, celle des pétromonarchies au Yémen et d'occulter le retrait des Etats Unis de l'accord sur le nucléaire iranien.

Ce faisant, le Maroc cherche à atténuer le courroux occidental et à amortir l'impact de la

révélation selon laquelle le royaume chérifien est apparu comme étant le plus grand exportateur du terrorisme islamique vers l'Europe, (Attentat de Madrid 2004 qui a fait 200 morts, l'assassinat de Théo Van Gogh, les attentats de Bruxelles en 2015, de Barcelone en 2017 et de Trèbes près de Carcassonne, le 23 mars 2018).

Cela ne se proclame pas publiquement surtout dans les médias français réputés qui pratique à l'égard du trône marocain, (diplomatie de la Mamounia oblige), un journalisme de révérence et de prosternation. Mais cela se chuchote dans les cabinets calfeutrés des chancelleries et cela joue en faveur de l'Algérie.

La Jordanie (Machreq) et le Maroc (Maghreb, deux royaumes sans ressources énergétiques, compensent leur absence de royalties, par une alliance clandestine ancienne avec Israël. Cette diplomatie souterraine est génératrice de dividendes en termes stratégiques et médiatiques, infiniment plus lucratives pour les deux royaumes que les pétro dollars. Pour mémoire, le Maroc est le lieu de villégiature préféré de Bernard Henry Lévy et de Dominique Strauss Khan, deux arabophiles notoires. Et ceci pourrait expliquer cela.

Il est de notoriété publique que le Maroc pratique une normalisation rampante avec Israël, qui octroie au monarque un sauf-conduit auprès des puissances occidentales, l'absolvant de toutes les turpitudes de son pays. Les récentes révélations sur la connivence entre Israël et le Maroc faites par Ronen Bergman dans son ouvrage Rise and Kill: «The Inside Story and Secret opérations of Israel's assassination» ne sont pas faites pour améliorer l'image du Royaume.

La rupture avec l'Iran apparaît ainsi comme un acte éminemment démagogique, qui n'en constitue pas moins l'indice d'une recomposition politique en prévision d'une éventuelle confrontation régionale entre Israël et les contestataires à l'ordre hégémonique israélo américain dans la zone, après le désastre de l'alliance islamo atlantiste dans la guerre de Syrie et la débandade de l'opposition off shore syrienne pro monarchique.

8- LA COURSE AUX ARMEMENTS

La tension persistance entre l'Algérie et le Maroc, à l'arrière-plan du contentieux de la question du Sahara occidental grève le budget des deux pays. Sur fond de crise diplomatique, l'Algérie et le Maroc se livrent en effet une course effrénée pour rendre hermétiques leur frontière commune.

Le Maroc a annoncé le lancement d'un satellite de surveillance des frontières et l'Algérie s'emploie à ériger un mur d'isolation électronique, et les deux pays sont engagés dans une course à l'acquisition de missiles balistiques longue portée, à fort pouvoir détonateur.

L'Algérie et le Maroc occupent la première place du continent africain sur le plan de l'armement. De 2007 à 2015, l'Algérie a dépensé près de onze milliards de dollars pour moderniser son armement, faisant l'acquisition principalement auprès de la Russie de chasseurs bombardiers, de frégates, des Hélicoptères et de l'artillerie, tandis que le Maroc consacrait durant cette même période 4, 7 milliards de dollars pour l'acquisition des armes des Etats Unis et des pays européens.

Ci joint pour le lectorat arabophone, [le rapport du Congrès américain sur ce sujet](#).

Sur le plan balistique

Le rapport penche en faveur de l'Algérie, qui dispose de 176.000 missiles balistiques longue portée, à fort effet destructeurs, contre 72.000 au Maroc. Le classement établi par la revue américaine «Global Fire Power» donne le positionnement suivant:

- Russie: 3.793.000 missiles
- Corée du Nord: 2.400.000
- Chine : 1.770.000
- Egypte : 1.481.000
- Iran : 1.475.000
- Etats Unis : 1.331.000

suivis du Vietnam de la Turquie et de l'Ukraine.

Outre l'Egypte (1481), la Syrie se classe au 2ème rang parmi les pays arabes avec 650.000 missiles balistiques suivie des pays suivants:

- Yémen : 423.000
- Arabie saoudite : 322.000
- Algérie : 176.000
- Libye : 100.000
- Jordanie : 88.000
- Maroc : 72.000
- Irak : 59.000

À moyen terme, la querelle de succession présidentielle sera immanquablement réglée. L'Algérie devra alors se tourner résolument vers l'avenir pour mobiliser ses capacités à la conquête de nouveaux horizons.

Se fixer comme objectif de rejoindre le groupe du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), c'est à dire les chefs de file du groupe s'employant à construire un monde multipolaire, à l'effet de mettre un terme à six siècles d'hégémonisme occidental, et de renouer ainsi avec le rôle pilote de l'Algérie dans le combat pour la libération de l'Afrique et du Monde arabe, particulièrement la cause palestinienne, à qui fait cruellement défaut le soutien d'un pays arabe de poids.

Pour aller plus loin sur l'Algérie

- <http://www.renenaba.com/lhonneur-de-lalgerie/>
- <http://www.renenaba.com/lalgerie-ou-la-tentation-dun-splendide-isolement/>

A propos du conflit du Sahara occidental

- <https://www.madaniya.info/2016/11/01/republique-arabe-sahraouie-democratique-historique-conflit-1-2/>
- <https://www.madaniya.info/2016/11/04/droit-a-l-autodetermination-variable-d-ajustement-conjoncturelle-2-2>

1 - L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est composée des dix pays suivants: Birmanie, Cambodge, Laos, Malaise, Indonésie, Japon, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.

En 2013, elle représentait:

- 620 millions d'habitants (environ 8,8 % de la population mondiale)
- 2.400 milliards de dollars de PIB
- 76 milliards US\$ d'investissements étrangers (2010)

Fondée en 1967 à Bangkok (Thaïlande) par cinq pays dans le contexte de la guerre froide pour faire barrage aux mouvements communistes, l'ASEAN constitue désormais un espace pour régler les problèmes régionaux et peser en commun dans les négociations internationales.

Un sommet est organisé chaque année au mois de novembre. Son secrétariat général est installé à Jakarta (Indonésie).

En 2013, elle représentait:

- 620 millions d'habitants (environ 8,8 % de la population mondiale)
- 2.400 milliards de dollars de PIB
- 76 milliards US\$ d'investissements étrangers (2010)

René Naba

La source originale de cet article est [Madaniya](#)
Copyright © [René Naba](#), [Madaniya](#), 2018

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est

consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca